

*Les principales contraintes des PME algériennes.  
The main constraints of Algerian SMEs.*

قريبي جميلة

*GRIBI Djamila*

*Université Hassiba Ben Bouali Chlef (Algérie), Laboratoire : Entrepreneuriat et  
gouvernance des entreprises , [d.gribi@univ-chlef.dz](mailto:d.gribi@univ-chlef.dz)*

تاريخ النشر: 2023/12 /31

تاريخ القبول: 2023/12/31

تاريخ الإرسال: 2023/11/05

**Résumé :**

*Notre étude a pour objectif de déterminer et de classer, par ordre décroissant, les contraintes des PME de la wilaya de Chlef et notamment les PME industrielles. L'enquête statistique menée auprès d'un échantillon de 46 PME (dont 22 industrielles) a révélé par ordre décroissant les contraintes suivantes : concurrence du secteur informel, rareté du foncier industriel, contrainte financière, contrainte administrative, problèmes liés à la fiscalité et à la formation des employés et en dernier lieu viennent les problèmes liés à l'innovation et au management.*

**Mots clés :** PME, contraintes, entreprise industrielle, entrepreneur, enquête.

**Abstract:**

*Our study aims to determine and classify the constraints of SMEs in the wilaya of Chlef and in particular industrial SMEs. The statistical survey carried out among a sample of 46 SMEs (including 22 industrial) revealed the following constraints in descending order: competition of the informal sector, scarcity of industrial land, financial constraints, administrative constraints, problems linked to taxation and employee training and finally come the problems linked to innovation and management.*

**Keywords:** SMEs, constraints, industrial company, entrepreneur, survey.

### **1-Introduction :**

Les PME constituent le socle de toutes les économies du monde. Leur importance a pris de l'ampleur dans les années 70 suite à la crise qui a touché les grandes entreprises et qui a épargné les petites. Ces dernières ont donné un excellent exemple de souplesse et de persistance face aux différentes turbulences économiques.

Aujourd'hui, dans les pays développés, les PME créent 2/3 de l'emploi et plus de 50% de la valeur ajoutée. (parlement européen, 2021). En Algérie, les PME représentent plus de 99% de toutes les entreprises, occupent 25% des salariés et réalisent 85% du PIB hors hydrocarbures.

Cependant, la contribution des PME à la richesse nationale reste très faible (4,9% du PIB total), comparativement à la France qui enregistre 42,7% (CEDEF,2019) ou encore par rapport aux pays voisins tel que le Maroc qui enregistre 20% (Anairi et Radi, 2017). Cette situation révèle la vulnérabilité des PME privées qui sont confrontées aux différentes difficultés qui menacent leur survie et leur croissance. (Gribi et al, 2021)

Le présent travail se propose d'aborder le sujet des contraintes et des problèmes qui touchent les petites et moyennes entreprises en Algérie. il s'agit d'un travail empirique qui tend à répondre, par le biais d'une enquête statistique, à la question suivante :  
Quelles sont les principales difficultés des PME industrielles algériennes ?

### **2- Méthodologie :**

Afin de pouvoir éclairer notre problématique, nous avons procédé par une enquête sur les entreprises. A l'origine, le but était de contacter différentes PME notamment celles de moyenne taille, mais avec la réticence observée, voire la peur des chefs des PME qui craignaient que cette enquête s'inscrive dans la lutte contre la corruption lancée dernièrement par les autorités, nous avons préféré interroger des porteurs de projets et des investisseurs qui ont créé leur PME dans le cadre de l'ANSEJ, le dispositif le plus connu par les jeunes qui veulent lancer leur propre business, car ces futurs entrepreneurs étaient plus réceptifs à l'idée de participer à cette enquête en collaboration avec l'ANSEJ.

L'enquête s'est déroulée entre le mois d'octobre et le mois de décembre 2020. L'échantillon comporte 60 entreprises qui se situent dans la wilaya de Chlef et qui appartiennent aux différents secteurs d'activité : industrie, agriculture, services et BTPH. Certaines PME ont été contactées directement tandis que d'autres l'ont été par téléphone. Le questionnaire de l'enquête est composé des questions : fermées, ouvertes et d'autres à choix multiples, il a été adressé aux chefs d'entreprises. Parmi les 60 questionnaires distribués, nous avons récupéré 46, les 14 autres étant restés sans réponses. Le choix des entreprises dépendait du fichier EXCEL mis à notre disposition par l'ANSEJ qui contenait un échantillon aléatoire d'entreprises. (GRIBI, 2022,p 643)

### **3- Résultats :**

#### **3-1 / La contrainte du foncier industriel :**

L'enquête révèle que 58,7% des PME interrogées déclarent avoir des difficultés pour acquérir le foncier industriel. Parmi ces entreprises : 34,8% appartiennent au secteur industriel, 10,9% sont des PME de services et 13% exercent dans les BTP.

**Tableau 7 : contrainte relevant du foncier industriel selon le secteur d'activité**

Effectif		Secteur d'activité				Total
		Agriculture	Industrie	Services	BTP	
Contrainte relevant du foncier industriel	Non	4,3%	13,0%	21,7%	2,2%	41,3%
	Oui	0,0%	<b>34,8%</b>	10,9%	13,0%	58,7%
Total		4,3%	47,8%	32,6%	15,2%	100,0%

Source : sortie du logiciel SPSS 19.

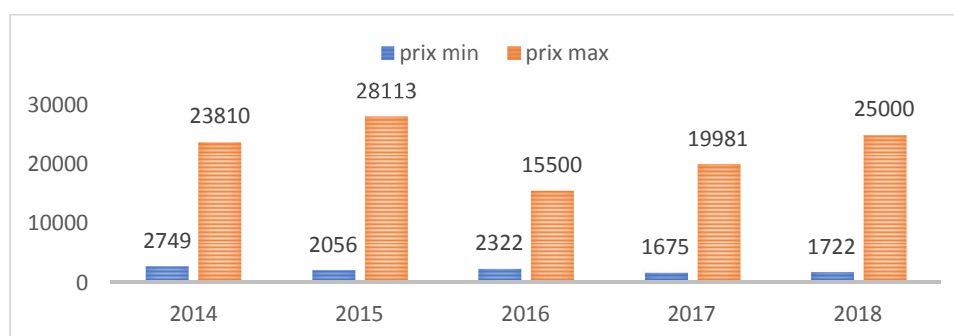
Le processus de libération du foncier industriel engagé depuis plusieurs années n'a pas permis de lever les contraintes. Le foncier reste un domaine complexe pour l'investisseur qui se trouve face à une multitude d'organismes (ANDI, Agence foncière ..) afin d'acquérir un terrain. Or, ces institutions ont montré leurs limites en matière du pouvoir décisionnel d'affectation des terrains. Les réserves foncières et le patrimoine foncier connaissent une rareté car ont été sujet à des abus et détournements successifs. L'accession des PME au foncier industriel se caractérise par une profusion de textes : des notes et circulaires provenant des différentes institutions sont parfois contradictoires : les unes cherchent une rentabilité maximale du patrimoine public à travers les différents modes de gestion (la cession, la concession, la location ou l'affectation) et les autres tendent à encourager les investisseurs en leur fournissant les terrains industriels nécessaires à des prix attractifs. L'Etat se trouve souvent partagé entre les deux soucis car les réglementations sont ambiguës. (CNES,2002)

Les entrepreneurs considèrent la problématique du foncier industriel comme le principal obstacle auquel ils sont confrontés. La non disponibilité des terrains impose aux investisseurs d'acheter à des prix très élevés les surfaces nécessaires à la création ou à l'expansion de leurs entreprises. L'insuffisance des assiettes foncières freinent des milliers de projets car la demande est excédentaire par rapport à l'offre disponible. (Boukhedouni, 2014) En 2016, sur les 21.000 dossiers déposés auprès des services compétents, seulement 31% ont eu des suites positives soit 6.510 dossiers dont la moitié représente des projets industriels. (ANIREF,2017)

Le prix du foncier suit une tendance haussière, son évolution résulte principalement de l'accroissement du marché des concessions (qui représente 72% des transactions) notamment avec l'allègement des procédures de la concession depuis 2015. La localisation géographique affecte fortement le prix du foncier industriel qui varient d'un minimum de 1.722 DA/m<sup>2</sup> dans les régions du sud et des hauts plateaux à un maximum de 25.000 DA dans le Nord du pays. Nous remarquons ainsi que le prix minimum suit une tendance baissière passant de 2.749 DA

en 2014 à 1.722 DA en 2018 tandis que le prix maximum est passée de 23.810 DA à 25.000 DA entre 2013 et 2018. La majorité des PME préfèrent rester sur place et investir dans les régions du nord que de se déplacer vers des zones lointaines de l'intérieur, démunies des infrastructures nécessaires aux investissements.

Figure 7 : Evolution des prix du foncier industriel en DA/m<sup>2</sup> :



Elaboré par nos soins à partir des données de l'ANIREF.

Outre les contraintes ci-dessus évoquées, l'accès des PME au foncier industriel connaît des difficultés découlant des démarches administratives de régulation, de la sous-utilisation des terrains soit parce qu'ils appartiennent à des entreprises publiques en faillite ou à des opérateurs privés qui les conservent en vue de la spéculation. Ainsi, il est constaté l'existence d'une offre foncière dormante, estimée à 2.174 hectares, soit 15% de la superficie administrée qui est de l'ordre de 14.000 ha, ces superficies ont été octroyées à des investisseurs mais n'ont pas été exploitées. (ANIREF, 2017).

### 3-2/ Contraintes administratives :

D'après les résultats de cette enquête, 54,3% des entreprises déclarent avoir subi des contraintes administratives lors du démarrage ou du déroulement de leur activité. Parmi les 54,3% de PME qui souffrent de problèmes administratifs, 23,9 appartiennent au secteur industriel.

Tableau 8 : contrainte administrative selon le secteur d'activité

Effectif		Secteur d'activité				Total
		Agriculture	Industrie	Services	BTP	
Contrainte administrative	Non	4,3	23,9	15,2	2,2	45,7
	Oui	0,0	<b>23,9</b>	17,4	13,0	54,3
Total		4,3	47,8	32,6	15,2	100,0

Source : sortie du logiciel SPSS 19.

Les entrepreneurs algériens sont souvent confrontés à des contraintes liées à la lourdeur des procédures administratives qui se traduisent par un délai de traitement des dossiers très lent. A

titre d'exemple, la création d'une nouvelle entreprise prend 22 jours en Algérie alors qu'il est de 18,9 jours dans la région MENA et de 10 jours dans les pays de l'OCDE.

Tableau 9 : procédures de création d'entreprises en Algérie :

	Algérie	MENA	OCDE
Nombre de procédures	13	8,0	4,8
Délai en jours	22	18,9	9,2

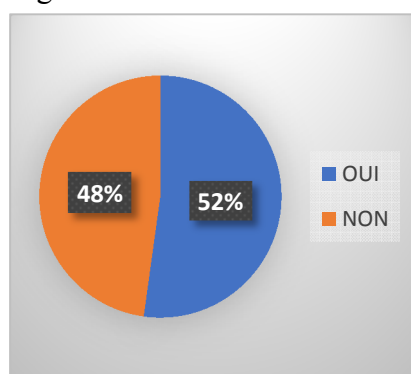
Banque Mondiale.2015.

Les procédures administratives sont nombreuses et compliquées, la Banque Mondiale a identifié pas moins de 13 procédures pour créer une entreprise en Algérie, dont certaines sont inutiles, tandis que ce chiffre est de 8 pour la région MENA et 4,8 pour les pays de l'OCDE. La lenteur de la mise en œuvre des nouvelles réglementations par l'administration, l'absence de transparence dans le traitement des dossiers, le manque de coordination entre les différentes structures impliquées et la non existence d'organismes d'accueil et d'encadrement constituent un autre frein aux investisseurs. (Benyahia-Taibi, 2010). La bureaucratie et la corruption qui caractérisent l'administration algérienne rendent le parcours de création ou d'expansion d'une entreprise en Algérie, un vrai parcours du combattant pour les promoteurs. (Si Lakhhal, 2013)

### 3-3/ Contraintes de financement :

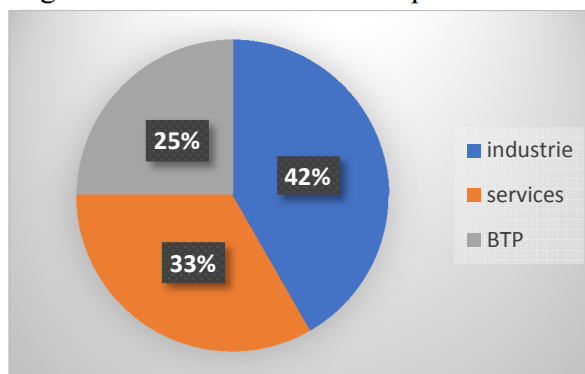
Selon les résultats de l'enquête, 52,2% des PME enquêtées connaissent des problèmes de financement (figure 08). Parmi ces entreprises 42% appartiennent au secteur industriel, 33,3 % sont des PME de services et 25% au secteur de BTP (figure 09).

Figure 8: contrainte financière.



Source : Données de l'échantillon

Figure 9: contrainte financière par secteur :



Source : Données de l'échantillon

L'accès au financement constitue le second obstacle au développement de la PME après le foncier industriel. L'insuffisance de garanties pour ce type d'entreprise à l'égard des banques rend leur financement difficile voire impossible. La lenteur d'octroi de crédit représente un autre aspect du problème, elle traduit l'inadaptation des banques aux nouvelles exigences du

marché et l'inachèvement des transformations imposées par l'économie de marché. Les institutions financières manquent d'esprit de prise de risque et s'abstiennent de financer les entreprises de taille petite et moyenne ce qui pousse ces dernières à chercher d'autres sources de financement familiales ou informelles. (Si Lekhal, 2013). Les banques algériennes, peu réactives, prennent parfois de 6 mois à 3 ans pour octroyer un prêt et demandent en contrepartie des garanties qui représentent 2 à 3 fois la valeur du crédit. (Boukhedouni, 2014)

Le classement de l'Algérie en termes de facilité d'obtention de prêts en 2019, témoigne de la difficulté que rencontrent les PME pour se financer. Au niveau mondial l'Algérie affiche la 181<sup>e</sup> place, (juste 6 pays la séparent de la dernière place). Cette situation est en nette recul par rapport aux pays voisins que sont le Maroc et la Tunisie (tableau 10).

Tableau 10 : classement mondial des pays en termes de facilité d'obtention de prêts :

Algérie	Tunisie	Maroc
181 <sup>e</sup>	104 <sup>e</sup>	119 <sup>e</sup>

Banque Mondiale.

### 3-4/ Contraintes liées au management et à la formation des employés :

Selon l'enquête, environ les trois quarts (73,9%) des PME enquêtées n'ont pas de problèmes liés à la formation des employés et 84,8% déclarent ne pas avoir de soucis liés au management de leur PME. (tableau 11)

Tableau 11: les contraintes liées à la formation des employés et au management :

	Contraintes liées à la formation des employés	Contraintes liées au management de l'entreprise.
OUI	26,1%	15,2%
NON	73,9%	84,8%
Total	100%	100%

Source : données de l'échantillon

Le résultat de l'enquête montre que la majorité des PME se débrouillent tant bien que mal pour la formation de leur employé et pour la gestion de leur entreprise. Cependant, ce résultat peut cacher une autre réalité qui concerne la négligence de ces deux volets, très importants pour la croissance et la pérennité de l'entreprise, ce qui rend les PME moins compétitives et sans dynamique de croissance.

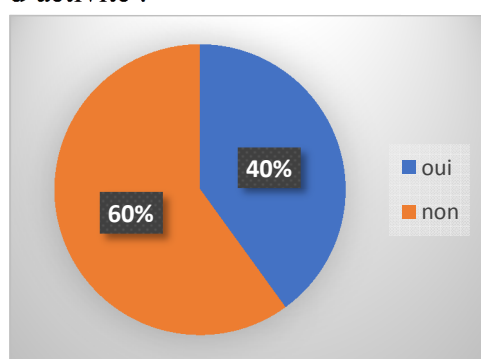
Les entrepreneurs rencontrent des lacunes dans la gestion et le développement de leur PME à cause de l'absence de formation spécialisée dans le management de l'entreprise. La qualité de la main d'œuvre est un autre souci dont souffrent les entreprises de production : l'inadéquation du système de la formation professionnelle avec les besoins de l'entreprise et son inadaptation aux exigences de l'économie de marché constituent un premier aspect du problème, le recrutement qui se fait sur des liens de parenté ou généralement sur un cercle

familial, sans prendre en considération la qualification requise, constitue le second aspect de ce problème (Berrah K et Boukrif M, 2018). A cela s'ajoute l'absence des stages de perfectionnement et des formations continues pour les employés.

### 3-5/ Contraintes fiscales :

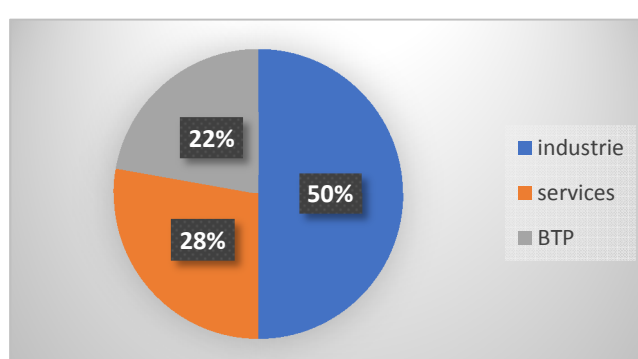
L'enquête a révélé qu'environ 40% des PME de notre échantillon connaissent des difficultés d'ordre fiscal. Parmi ces entreprises la moitié appartiennent à l'industrie, 28% aux services et 22% au BTP. Les entreprises industrielles sont donc plus confrontées à des contraintes d'ordre fiscal que les deux autres types de PME.

Figure 10 : contrainte fiscale : d'activité :



Source : données de l'échantillon

figure 11 : contraintes fiscales par secteur



Source : données de l'échantillon

Selon le rapport « Paying Taxes » publié par la Banque Mondiale et PWC<sup>1</sup>, l'Algérie est considérée comme un pays désavantageux pour les PME en termes de régime fiscal. En 2019, le taux d'imposition total sur les entreprises atteint 66,1% du bénéfice commercial contre 32,1% pour la région MENA et 41,6 % dans les pays de l'OCDE (tableau 12).

Tableau 12: Taux d'imposition total (en % des bénéfices commerciaux) en 2019 :

Algérie	MENA	OCDE	Afrique
66,1%	32,1%	41,6,%	47,1%

Source : Banque Mondiale

(<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/IC.TAX.TOTL.CP.ZS>)

Selon le rapport Doing Business, l'Algérie se place en 158<sup>e</sup> position en termes des facilités fiscales accordées aux entrepreneurs, derrière la Tunisie, la Lybie malgré sa situation économique et sécuritaire actuelle, et loin derrière le Maroc qui enregistre de bonnes performances en termes de système fiscal en se positionnant en 24<sup>e</sup> place dans le classement mondial. « Ce classement évalue les impôts annuels et cotisations obligatoires des moyennes entreprises : imposition des bénéfices, cotisations et charges sociales supportées par

<sup>1</sup> PWC : PricewaterhouseCoopers

l'employeur, taxe foncière, impôts sur la transmission du patrimoine, imposition des individus etc. » (tableau, 13).

Tableau 13 : classement mondial des pays selon les facilités fiscales en 2019 :

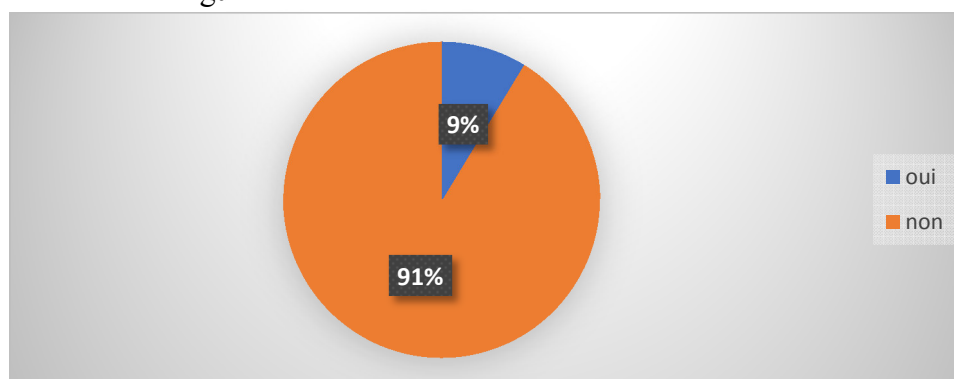
Algérie	Maroc	Tunisie	Lybie
158 <sup>e</sup>	24 <sup>e</sup>	108 <sup>e</sup>	130 <sup>e</sup>

Banque Mondiale (<https://francais.doingbusiness.org/fr/rankings>) .

### 3-6/ Contraintes liées à l'innovation et à la technologie :

D'après l'échantillon étudié, seulement 9% des entreprises ont des contraintes liées à l'innovation et à la technologie. L'explication éventuelle de ce résultat est que les PME algériennes et notamment celles de notre échantillon (étant donné qu'elles sont des TPE) n'attribuent pas beaucoup d'importance à l'option recherche et développement dans l'entreprise. Pour elles, l'innovation n'est pas importante et ne constitue pas donc une contrainte.

Figure 12: contrainte d'innovation :



Source : données de l'échantillon

En fait, l'innovation constitue une activité vitale pour la survie d'une entreprise. Elle repose sur la mobilisation de l'intelligence qui existe au niveau de l'entreprise ou dans son environnement. Cette fonction ne concerne pas seulement les process de production mais aussi les nouvelles méthodes de vente et de marketing, les nouvelles formes de gestion financière et les stratégies originales de management.

Les PME algériennes affrontent plusieurs contraintes en matière d'innovation telles que l'absence d'expérience acquise et un faible savoir-faire en la matière, car les dispositifs mis en place ont pour premier objectif la lutte contre le chômage sans prendre en considération le paramètre de la valeur ajoutée. Les entreprises utilisent encore des technologies obsolètes sans tenir compte du facteur de la qualité du produit ni chercher à le développer. L'absence de budget de recherche et l'absence de personnel et de structures spécialisés dans ce type d'activité empêche l'émergence de projets innovants. (MPMEA, 2004)

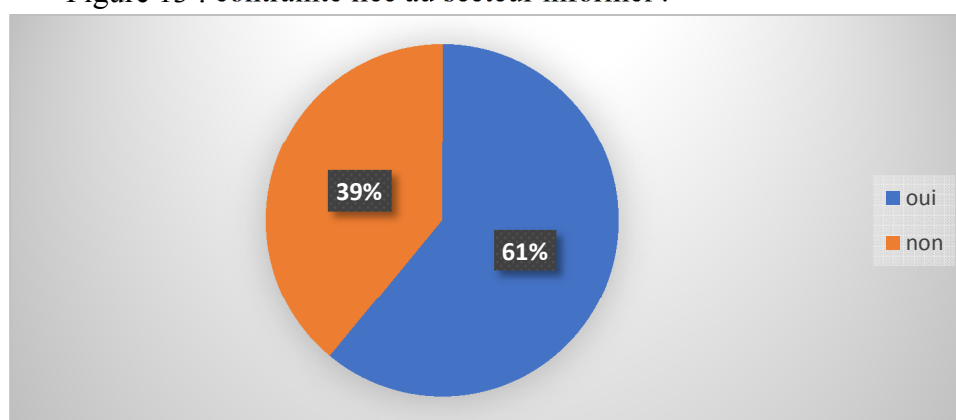


Selon l'Institut National algérien de la propriété industrielle (INAPI), 80% des brevets déposés sont d'origine étrangère et 20% proviennent des grandes entreprises nationales. Par contre il est très rare qu'une PME dépose un brevet ou une marque au niveau de cet institut. (Gacem S et Kherbache K, 2009). Les PME algériennes possèdent de faibles capacités d'innovation, soit par manque de financement pour ce type d'activité, soit par manque d'information sur les nouvelles technologies de production ou incapacité de les maîtriser.

### 3-7/ Contraintes liées au secteur informel :

Comme prévu, la majorité des PME de l'échantillon (61%) déclare qu'elles subissent des pressions provenant du marché noir. Toutes les PME quel que soit leur domaine d'activités souffrent des retombées des pratiques informelles du marché parallèle.

Figure 13 : contrainte liée au secteur informel :



Source : données de l'échantillon.

La contribution du secteur informel à l'économie est une réalité incontestée, elle est devenue de plus, une caractéristique intrinsèque qui touche pratiquement tous les secteurs d'activité des pays sous-développés : le commerce, la distribution, l'agriculture, le bâtiment, l'immobilier et tous les métiers de type artisanat, travail à domicile. (Maldonado C, Gaufryau B et autres, 2001). Le terme d'économie informelle a été inventé par les institutions internationales en 1972 pour décrire différentes activités : commerce de rue, emploi non déclaré ou domestique, trafic de drogue etc. (Lautier B, 2004).

En Algérie, le poids de l'économie informelle est incontestable. Selon une enquête réalisée par l'ONS en 2012, le secteur informel emploie 3,9 millions de personnes en 2012 ce qui représente 45,6% de la main d'œuvre totale non agricole et réalise 45% du produit national brut PNB. Ce secteur constitue un obstacle au développement des activités formelles qui s'inscrivent dans la promotion de la production nationale et la diversification de l'économie.

Les entreprises informelles sont généralement des entreprises individuelles ou des microentreprises employant moins de 10 salariés. Elles ne détiennent pas une comptabilité, ou ne sont pas enregistré administrativement, fiscalement ou au niveau de la sécurité sociale, elles emploient parfois des employés occasionnels. (Bellache, 2010). L'existence des microentreprises qui échappent à toute législation, pénalise les PME formelles qui se

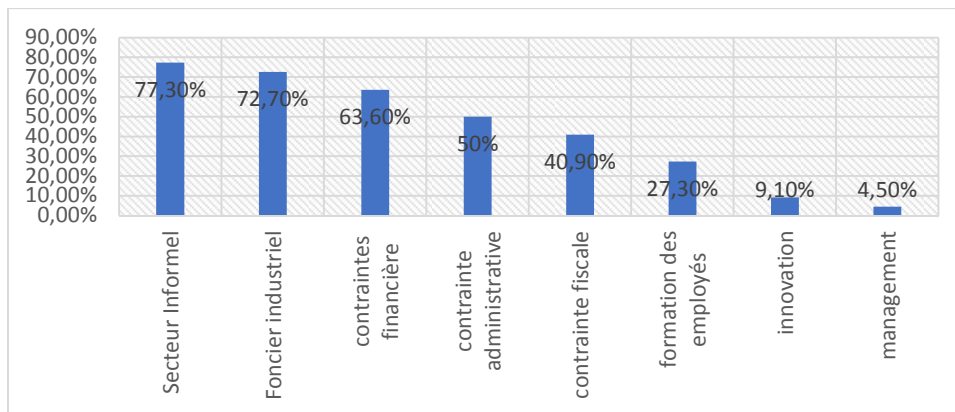
retrouvent face à une concurrence déloyale de la part de ces unités qui ne paient pas d'impôts ni de charges sociales.

La sphère informelle touche aussi le système financier et bancaire suite à l'existence d'un marché parallèle de change. La monnaie contrôlée par ce secteur équivaut à quatre fois le chiffres d'affaires des grandes entreprises appartenant au FCE<sup>1</sup>. Pour l'emploi, selon l'ONS, 69,1% des travailleurs non permanents et environ 80,1% des travailleurs indépendants font partie de cette sphère. L'évasion fiscale s'élève à 200 milliards DA par an et l'absence de facturation touche 80% des transactions commerciales. Environ 65% des produits de base tels que : les viandes, le poisson, les fruits et les légumes, sont contrôlés par le secteur informel. (Donsimoni, 2015)

### 3-8 Classement des contraintes selon les PME industrielles :

La concurrence du secteur informel vient en tête des contraintes affrontées par les entreprises industrielles, 77,3% des PME industrielles enquêtées déclarent qu'elles subissent une concurrence déloyale du marché parallèle. Le foncier industriel vient en second lieu, 72,7% des PME enquêtées montrent qu'elles sont confrontées à des difficultés d'obtention d'une assiette foncière pour installer leur entreprise ou pour étendre leur activité. Les contraintes financière et administrative occupent la troisième et la quatrième place avec 63,6% et 50% respectivement, tandis que la fiscalité et la formation des employés viennent en cinquième et en sixième place avec 40,9% et 27,3% respectivement. Il s'avère que l'innovation et le management ne constituent pas d'obstacles pour les PME car elles occupent les dernières positions dans le classement des contraintes selon notre échantillon.

Figure : classement des contraintes par ordre de difficulté des PME industrielles :



<sup>1</sup> Forum des chefs d'entreprises.

#### **4- Conclusion :**

La PME algérienne vit dans un environnement incertain et instable ce qui rend son existence difficile. Elle est confrontée aux divers obstacles qui peuvent constituer un frein à sa naissance ou à sa croissance.

Concernant les contraintes qui caractérisent l'environnement de la PME industrielle algérienne, l'étude ressort, par ordre de difficulté les contraintes suivantes :

la concurrence du secteur informel,

la difficulté d'obtenir le foncier industriel,

le problème de financement,

la lourdeur des procédures administratives,

la fiscalité,

l'absence de formation pour les managers et pour les employés,

le manque d'innovation et de compétitivité dans l'esprit des PME.

Si nous voulons favoriser la création d'entreprises industrielles, il est primordial de prendre en compte les occupations des investisseurs afin qu'ils fassent face à toutes ces contraintes en leur fournissant un environnement sain et propice.

#### **Bibliographie :**

- Anairi F et Radi S, (2017), « Les difficultés des PME au Maroc :une alerte à la défaillance », in Revue Economie, Gestion et Société, N° 13, décembre 2017,
- ANIREF, note de conjoncture du foncier industriel (exercice 2016), juin 2017.
- Bellache Y. (2010), « L'économie informelle en Algérie, une approche par enquête auprès des ménages : le cas de Bejaia », thèse de doctorat en économie et finance,. Université Paris-Est, 2010.
- **Benyahia-Taibi. G, Djemane-Seguini. N & Amri. S :** « **L'évolution du rôle des PME privées dans le développement** économique en Algérie : Synthèse macroéconomique », Communication au 5ème Colloque de l'ISG Sousse, Fiance et stratégie de **développement**, 18 &19 Mars 2010.
- Berrah K et Boukrif M, « Les obstacles à la croissance de l'entreprise en Algérie : une analyse à partir des données d'enquêtes des PME de la wilaya de Bejaia », in revue : Etudes financières , comptables et administratives, N°9 , juin 2018, université Oum Bouagui.

- Boukhedouni O, « La Nouvelle stratégie industrielle (NSI) en Algérie : réalités et perspectives » in revue : Recherches économiques et managériales – N°16 décembre 2014 université de Biskra.
- CEDEF, (2019), (Centre de documentation économie finance), « Où trouver les chiffres clés des PME », <https://www.economie.gouv.fr/cedef/chiffres-cles-des-pme> , consulté le 18/06 / 2019 .
- CNES, projet de rapport « pour une politique de développement de la PME en Algérie », 20<sup>e</sup> session plénière JUIN 2002.
- Donsimoni M, (octobre 2015), « l'Algérie et l'OMC : je t'aime, moi non plus! : une analyse qualitative de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC », colloque international : « 20 ans de l'OMC, intégration de l'Afrique et méga accords commerciaux régionaux », Rabat, Maroc.
- Gacem S et Kherbache A, « le processus d'innovation dans les PME algériennes », in revue Economie et management, volume 8, N°09, P314 -323, octobre 2009, université de Tlemcen.
- **Gribi d, Amarouche A et SI Lekhal K. (2021).** Promouvoir Les PME industrielles en Algérie : Quelle politique adopter ?, Algerian Business Performance Review , [numéro 20 2021 V10 n2](#)
- **Gribi d. (2022).** Déterminants du secteur d'activité chez les entrepreneurs algériens : cas des PME ANADE (ex: ANSEJ) Chlef. Journal of Contemporary Business and Economic Studies Vol.(05) No.(1) (2022) , p 643.
- Lautier, B. (2004). Introduction. Dans : Bruno Lautier éd., *L'économie informelle dans le tiers monde* (pp. 3-5). Paris: La Découverte.
- Maldonado C, Gaufryau B et autres, (2001), « l'économie informelle en Afrique francophone : structure, dynamique et politique », Bureau international du travail, Genève.
- Ministère de la PME et de l'artisanat (2004), « Le rôle de l'innovation technologique dans la promotion des PME », communication du ministre, octobre 2004.
- Myriam Donsimoni. L'Algérie et l'OMC : je t'aime, moi non plus ! : Une analyse qualitative de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC. Colloque international "20 ans de l'OMC, intégration de l'Afrique et méga-accords commerciaux régionaux", Oct 2015, Rabat, Maroc.
- Parlement Européen (2021), <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/63/petites-et-moyennes-entreprises>
- R.Souidi, M.Y. Ferfara et T. Akrouf : « les entrepreneurs, les territoires et la cration d'entreprises : Enquete à Boghni », in revue du CREAD, N°51, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, p54.
- Si Lekhal K et Gaboussa A, (2013), « Les PME en Algérie : Etats des lieux, contraintes et perspectives », in Algerian Business Performance Review, N°04, université Ouargla.